



FINANCE lundi 17 janvier 2011

Débats autour du fonds de secours

Richard Werly

Les ministres européens des Finances se retrouvent à Bruxelles ce lundi

Cacophonie ou chorégraphie? A Bruxelles, les observateurs hésitent au vu des divergences entendues sur l'augmentation ou non des moyens du fonds de secours de la zone euro (EFSF). Lequel sera au centre des discussions entre les ministres des Finances qui se retrouvent ce soir pour leur premier Conseil de l'année.

Pour les uns, les partisans d'une augmentation de la capacité d'emprunt de ce mécanisme – tel le président de la Commission européenne José Manuel Barroso qui l'a réclamée ce week-end dans le Spiegel – s'alarment à tort après les levées de capitaux réussies, la semaine dernière, par le Portugal et l'Espagne. Pour les autres, cette option est bien la seule capable d'éviter un nouveau bras de fer avec les marchés. A preuve: la dégradation de la note de la Grèce par l'agence Fitch vendredi.

«Il y a plusieurs propositions sur la table. Et toutes montrent la volonté d'intervenir s'il le faut», concède un diplomate, selon lequel rien ne sera décidé avant le sommet européen du 4 février.

Maintenir la pression

L'Allemagne et la France veulent bétonner le terrain avant d'agir. Les deux «grands» arguent qu'une vingtaine de milliards seulement sur 440 milliards ont été dépensés pour participer au sauvetage irlandais et qu'il vaut mieux accélérer la révision du Traité de Lisbonne afin de permettre la création d'un mécanisme permanent, sorte de Fonds monétaire européen, d'ici à 2013, ou avant. Elles veulent aussi éviter d'ouvrir le débat sur les conditions actuelles de prêts de l'EFSF (5,5% pour l'Irlande) jugées trop onéreuses par Lisbonne.

Angela Merkel et Nicolas Sarkozy (soutenus par les Pays-Bas et la Finlande) veulent aussi maintenir une pression maximale sur les Etats vulnérables jusqu'à la remise par les Vingt-Sept de leurs grandes orientations budgétaires en avril, pour examen par la Commission. En sachant que s'il faut agir, promis juré, «les montants nécessaires seront débloqués».

A l'inverse, le président de la Commission, mais aussi le ministre belge des Finances Didier Reynders, plaide pour doper de suite l'EFSF. Ce dernier, dont le

pays a preside l'UEM 2010, a propose que le Fonds de secours, plus le Fonds monétaire international garantissent ensemble une capacité d'intervention jusqu'à 1500 milliards d'euros. Problème: leur jugement est contesté. «Le Portugal, pays de José Manuel Barroso, est visé, et la Belgique aussi, critique une source française. Sont-ils les meilleurs juges?»

L'on estime aussi à Paris et à Berlin que la Commission veut, par ces déclarations, reprendre le leadership sur le futur fonds de secours alors qu'il s'agira d'un mécanisme intergouvernemental associant les pays de la zone euro et éventuellement d'autres.